

INFO-SERUM

Syndicat des employé·e·s de la recherche de l'Université de Montréal

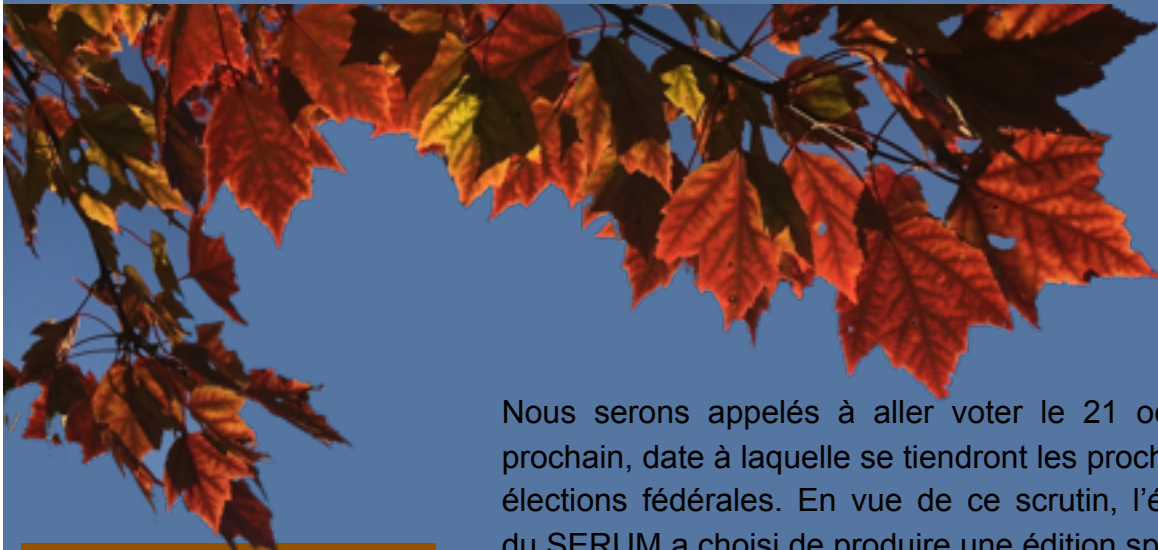


Table des matières

Mot de l'Équipe	1
Plateforme électorale FTQ	2
Transition juste	2
Assurance médicaments universelle et publique	2
Assurance médicaments situation actuelle	3
Assurance et retraités du SERUM	4
Assurance médicaments solution	5
Enjeux climatiques	6
Débats à venir	7
Un vote pour la science ...	8
Outils de réflexion	8
Sources d'information	9
Liens vers les partis	10

Nous serons appelés à aller voter le 21 octobre prochain, date à laquelle se tiendront les prochaines élections fédérales. En vue de ce scrutin, l'équipe du SERUM a choisi de produire une édition spéciale de l'Info-SERUM afin d'attirer votre attention sur certains enjeux qui sont en accord avec les valeurs de solidarité sociale. Bien sûr, notre rôle n'est pas de vous dire pour qui voter mais nous avons pensé vous fournir des pistes et des outils qui, nous l'espérons, pourront nourrir votre réflexion. Car voter, c'est aussi exprimer son opinion sur les enjeux et les décisions qui influenceront notre vie.

*L'équipe du
SERUM*

« La démocratie devrait assurer au plus faible les mêmes opportunités qu'au plus fort. »

Ghandi

Plateforme électorale FTQ

La FTQ (fédération de syndicats dont le SERUM-AFPC fait partie) a adopté en Conseil général une plateforme électorale pour rappeler aux partis politiques quelques-unes des priorités qui pourraient améliorer la vie des travailleurs et des travailleuses du Québec. Il s'agit d'enjeux sur lesquels la fédération demande aux partis fédéraux de s'engager.

Voici les quatre principales revendications:

- Instauration d'une **assurance médicaments universelle et publique**
- Mesures de soutien des travailleurs et travailleuses dans le cadre de la transition énergétique (**transition juste**)
- Amélioration du programme d'assurance-emploi
- Lutte contre les paradis fiscaux



Vous pouvez consulter la plateforme électorale en [cliquant ici](#).

Qu'est-ce que la transition juste ?



La lutte aux changements climatiques obligera la société québécoise à effectuer une transition vers des énergies propres qui transformera profondément nos modes de production, de consommation, de déplacement, de transport et d'occupation du territoire. Il faudra, entre autres, accroître l'efficacité énergétique de nos activités et réduire la dépendance de notre économie aux énergies fossiles.

Durant cette transition, des emplois seront perdus, d'autres seront créés et plusieurs se transformeront. Pour que cette transition énergétique s'effectue en douceur, elle doit être planifiée en concertation avec tous les acteurs concernés et comporter des mesures de soutien.

Pourquoi revendiquer l'instauration d'une assurance médicaments universelle et publique?

Actuellement, le Québec a une forme hybride d'assurance médicaments : une partie de la population (les personnes les plus démunies, les bas salariés et les personnes âgées) est couverte par le régime public et l'autre partie (constituée la plupart du temps de personnes salariées) est couverte par divers régimes privés. Ce régime hybride génère plusieurs problèmes et injustices, et ce, même pour les personnes couvertes par un régime privé! C'est ce qui vous sera présenté dans les pages qui suivent...



Assurance médicaments: problèmes engendrés par la situation actuelle

Problèmes d'équité

Le régime public est financé par l'État ainsi que par les primes, les franchises et coassurances des personnes assurées. Ces dernières peuvent avoir eu à déboursé jusqu'à 1 087 \$ en 2018-2019, somme loin d'être négligeable. Les régimes privés sont quant à eux financés par les employeurs et les personnes salariées, sans égard pour leur capacité de payer et sans possibilité d'être couvert par le régime public. Ce faisant, et en raison de l'obligation d'adhérer au régime privé disponible, certaines personnes, notamment les travailleuses et travailleurs à temps partiel et les personnes retraitées, se retrouvent à payer des sommes disproportionnées par rapport à leur revenu. (Voir p.5 pour connaître la situation des membres du SERUM). De plus, la diversité des régimes en place signifie que certaines personnes bénéficient d'une bien meilleure couverture que d'autres.

Coût des médicaments

Considérons d'abord le coût des médicaments. Puisque dans un régime hybride il y a une multiplication des payeurs (les contribuables, les utilisateurs, les employeurs et les assureurs), le pouvoir d'achat et de négociation de ceux-ci face aux pharmaceutiques s'en trouve automatiquement diminué. Ainsi, dans une note socioéconomique publiée par l'IRIS et signée *Marc-André GAGNON et al.*, on pouvait lire que « les dépenses totales *per capita* en produits pharmaceutiques au cours de l'année 2014 se sont élevées à 1 087 \$ au Québec et à 912 \$ dans le reste du Canada. À titre de comparaison, la médiane pour l'ensemble des pays de l'OCDE (la Suède) dépense 603 \$ *per capita*, soit 45 % moins qu'au Québec. Encore une fois, le Québec se retrouve en queue de peloton. »¹

Coût des primes d'assurance

Le coût des primes d'assurances médicales (qui est principalement lié à la consommation de médicaments) dans les milieux de travail où un régime d'assurances collectives est en place constitue aussi un enjeu de taille. Ainsi, depuis 2016, les primes ont augmenté de 8,7 % par an en moyenne au Québec², soit bien au-delà de l'inflation ou de la hausse des salaires. Et de plus, la croissance totale des primes atteindra 130 % d'ici 2025², et ce, sans que la couverture d'assurances ne soit améliorée. Le coût élevé des primes peut représenter un pourcentage démesurément élevé par rapport au revenu, particulièrement pour les travailleurs ou les travailleuses à temps partiel. Le jour est proche où les employeurs ne voudront plus offrir d'assurances collectives à leurs employé.e.s ou encore que ces dernier.ère.s devront choisir entre une augmentation de salaire ou une couverture d'assurance!

¹ Marc-André Gagnon, et al., « Le régime public-privé d'assurance médicaments du Québec, un modèle obsolète? », Note socioéconomique, Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), 2017, p. 5.

² Marie-Ève Fournier, « Des coûts d'assurances médicales qui explosent », La Presse, 6 mars 2018.

Cet article est en partie une adaptation de la note d'information préparée par la FTQ (Fiche no5 – Avril 2018 ; Mise à jour le 1^{er} avril 2019).

Assurance médicaments : la situation des retraités (moins de 65 ans) du SERUM

En tant que membre du SERUM, si vous avez moins de 65 ans au moment de prendre votre retraite, vous serez tenu par la Loi sur l'assurance médicaments de souscrire au programme d'assurance santé et voyage de l'UdeM (vous n'êtes plus admissible au régime d'assurance dentaire), et ce, jusqu'à l'âge de 65 ans. Vous êtes aussi tenu d'y souscrire votre conjoint.e (à moins que vous ne souscriviez déjà à la sienne) ainsi que les personnes à votre charge. Qui plus est, à titre de retraité.e, vous aurez à assumer la totalité du paiement de la prime au lieu de 60%, (employé.e actif.ve). Ainsi, si votre rente à la retraite est peu élevée, la prime peut représenter un pourcentage élevé de votre budget. À titre d'exemple, le tableau suivant présente le coût de la prime d'assurance médicale en pourcentage de la rente à laquelle un.e employé.e aurait droit à 60 ans en fonction de ses années de service, pour des salaires moyens de 50 000\$ et 80 000\$ (données de 2018).

Salaires moyen	Âge / service	Rente mensuelle nette à 60 ans	Prime d'assurance individuelle en % de la rente	Prime d'assurance familiale en % de la rente
50 000 \$	60 ans / 10 ans	997,05 \$	14,1 %	29,8 %
	60 ans / 20 ans	1 759,46 \$	8,0 %	16,9 %
	60 ans / 30 ans	2 492,96 \$	5,6 %	11,9 %
80 000 \$	60 ans / 10 ans	1 386,57 \$	10,1 %	21,4 %
	60 ans / 20 ans	2 495,24 \$	5,6 %	11,9 %
	60 ans / 30 ans	3 521,65 \$	4,0 %	8,4 %

On constate que, lorsque l'employé.e n'a accumulé que 10 ans de service avec un salaire moyen de 50 000\$, le coût de l'assurance médicale peut représenter jusqu'à 30% de la rente pour une protection familiale !

Pourcentage des membres âgés de 55 à 65 ans ayant			
	moins de 10 ans de service	10 à 20 ans de service	plus de 20 ans de service
PRO	32 %	37 %	31 %
PSA	36 %	31 %	33 %

Cette situation est loin d'être l'exception, comme le démontre le tableau ci-contre, qui présente la proportion des membres du SERUM âgés entre 55 et 65 ans en fonction du service continu au 28 février 2018.

Ainsi donc, la perspective qu'une portion significative de notre rente de retraite soit dédiée au paiement d'une assurance médicale est loin d'être irréaliste pour plusieurs d'entre nous.

Assurance médicaments universelle et publique: la solution

La solution : un régime public et universel

Un régime entièrement public permettrait de réduire les dépenses totales en médicaments, ce qui représenterait des économies importantes pour le gouvernement. Elle permettrait de plus d'augmenter le revenu disponible des travailleuses et des travailleurs tout en diminuant la contribution des employeurs.



Le Canada est le seul pays développé au monde muni d'un système de santé universel dépourvu d'un régime d'assurance médicaments.

D'ailleurs, mis en place par le gouvernement fédéral, le Conseil consultatif sur la mise en œuvre d'un régime national d'assurance médicaments a présenté son rapport en juin dernier. Le Conseil recommande au gouvernement fédéral de collaborer avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, afin de mettre en place un régime universel, public et à payeur unique pour les médicaments d'ordonnance au Canada, tel que le recommandaient entre autres, la FTQ, CSN et la CSQ. Pour consulter ce rapport, [cliquez ici](#).

Un régime entièrement public permettrait d'améliorer l'efficacité du système de santé, d'offrir une couverture universelle accordant le même niveau de protection à toutes et tous ainsi qu'un accès équitable aux médicaments d'ordonnance.

Vous pouvez écrire aux chefs des principaux partis fédéraux en [cliquant ici](#) pour leur dire que le Canada mérite un régime universel et public à payeur unique - et que vous porterez une attention particulière au parti prêt à le mettre en œuvre.

Vous pouvez aussi écrire à la ministre McCann et à son gouvernement en [cliquant ici](#) afin de leurs demander de prendre part aux travaux du fédéral et de mettre en place un régime d'assurance médicaments public et universel.








Enjeux climatiques : est-ce qu'il suffit de promettre de planter des arbres?

Afin de nous aider à évaluer la pertinence des promesses électorales en matière de lutte aux changements climatiques, plusieurs coalitions d'organismes environnementaux ont publié des documents établissant des critères qui peuvent servir de référence pour l'évaluation des plans d'actions climatiques des partis fédéraux.

Ainsi, constitué de plus d'une centaine d'organismes, le réseau Action Climat a pour mission de lutter contre les changements climatiques en créant un consensus social pour la mise en œuvre de plans d'action globaux fondés sur les meilleures données scientifiques disponibles, assortis de politiques, d'objectifs, de calendriers et de rapports spécifiques en collaboration avec les gouvernements du Canada, les Premières Nations, les Inuits et les Métis, le secteur privé, le monde du travail et la société civile.

Cette coalition a publié un document s'intitulant « S'engager pleinement dans le plan d'action climatique du Canada ». Vous pouvez le consulter en [cliquant ici](#). Il présente des critères, basés sur la science et l'équité, qui ensemble constituent la juste part que doit prendre le Canada dans la gestion de la crise climatique globale.

Ainsi, selon le réseau Action Climat, tout plan d'action climatique futur doit:

- 
 1. Remettre le Canada sur la voie du respect de ses engagements pour 2030 en vertu de l'Accord de Paris;
- 
 2. Fixer et inscrire dans la loi de nouveaux objectifs plus ambitieux en matière de réduction des émissions de GES;
- 
 3. Éliminer les subventions aux combustibles fossiles et ouvrir un vrai débat sur l'avenir du secteur canadien du pétrole et du gaz à l'ère de la crise climatique;
- 
 4. Apporter une aide réelle aux communautés et aux travailleurs qui sont aux prises avec l'inévitable déclin des secteurs qui dépendent des énergies fossiles et doit améliorer la consultation des groupes autochtones;
- 
 5. Augmenter le soutien aux mesures permettant de réduire les émissions dans d'autres pays;
- 
 6. Ouvrir un débat national sur la manière de bâtir des communautés et une nation qui soient résilientes aux changements climatiques, étant donné qu'ils se manifestent déjà;
- 
 7. Sortir le débat public sur la crise climatique des politiques partisanes pour aller vers un dialogue national en nommant un groupe d'experts indépendant ayant pour mission d'initier et d'évaluer les politiques climatiques, et la création d'un comité multipartite sur les changements climatiques.

Enjeux climatiques et élections fédérales: des mesures concrètes

Quatorze principaux organismes gouvernementaux ont formé une coalition afin de publier leurs priorités collectives présentant des solutions aux problèmes environnementaux majeurs. Cet exercice vise à aider les partis à définir les mesures concrètes qu'ils doivent s'engager à prendre.

Voici les principales demandes de cette coalition:

1. Plan climat canadien : augmenter les objectifs du Canada en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et adopter des lois visant à atteindre ces objectifs climatiques ;
2. Norme Véhicules Zéro Émission nationale : instaurer des règlements qui obligeront les fabricants automobiles à vendre une proportion croissante de véhicules zéro émission (VZE) parmi leur parc de véhicules au Canada ;
3. Loi régissant les pesticides : réformer la Loi sur les produits antiparasitaires afin de mieux protéger la santé humaine et l'environnement ;
4. Protection du golfe du Saint-Laurent : mettre en place un moratoire en matière d'exploration et d'exploitation pétrolières et gazières dans le golfe du Saint-Laurent.

L'environnement, parlons-en!

Afin que les candidats de l'élection fédérale se positionnent sur les enjeux environnementaux, des organismes de partout au Canada ont invité les candidats des principaux partis à participer à des débats sur l'environnement dans plus de 100 circonscriptions. Ces débats auront lieu simultanément le **jeudi 3 octobre à 19h**. Ainsi, dans la circonscription d'Outremont, ce débat aura lieu à l'UdeM, au **K-500 du pavillon Roger-Gaudry**. Pour trouver un débat près de chez-vous, [cliquez ici](#).

Vous n'êtes pas disponible le 3 octobre? Un autre débat portant sur les enjeux environnementaux aura lieu à la **Maison du développement durable le mercredi 9 octobre à 19h**. Pour plus d'information, [cliquez ici](#).



Équiterre collabore avec les principaux organismes environnementaux canadiens et québécois dans le cadre de la campagne **Une planète, un vote** pour informer et outiller les électeurs en préparation pour le scrutin. Dans le cadre de cette campagne, vous pouvez envoyer un courriel aux chefs des principaux partis politiques pour leur demander de « s'engager dans des mesures environnementales ambitieuses et leur faire connaître votre intention de prioriser la protection de l'environnement, la justice économique et les droits humains ».

[Envoyez un courriel aux chefs en cliquant ici](#)

La recherche scientifique, un enjeu électoral?

La recherche scientifique est rarement au cœur des débats électoraux. C'est pourquoi une coalition de groupes scientifiques canadiens a lancé une campagne nationale apolitique, [#VoteScience](#), afin « d'encourager tous les candidats à soutenir les politiques qui renforcent la science, la prise de décisions appuyée par des preuves ainsi qu'une culture de transparence pour le Canada ».



Entre autre, un portail a été créé afin de vous permettre d'écrire directement à votre député et à vos candidats locaux afin de leur signifier votre soutien à la science.

Pour accéder à ce portail, [cliquez ici](#).

D'autres outils pour alimenter votre réflexion



L'AFPC a mis en ligne un site ([cliquez ici](#)) qui nous présente une liste des enjeux qui touchent les membres de l'AFPC et leurs communautés, ainsi que des ressources pour faciliter votre participation aux élections. Vous pouvez aussi avoir accès à un tableau qui compare « ce que les partis ont dit et fait » sur différents sujets en [cliquant ici](#).

Mis en ligne par Radio-Canada, le **comparateur de plateformes** vous permet de comparer les plateformes électorales des six principaux partis par thèmes.

[Consultez-le en ligne](#)



Aussi mise en ligne par Radio-Canada, la **boussole électorale** est un outil développé par des politologues afin que vous puissiez comparer vos positions avec celles des partis politiques fédéraux.

[Consultez-la en ligne](#)



Faire un choix éclairé en consultant d'autres sources d'information

On peut parfois avoir l'impression que quelle que soit notre source d'information, celle-ci est dominée par le même courant de pensée. Pourtant, il est possible d'avoir accès à d'autres points de vue. Voici quelques suggestions:



À bâbord ! : Publication indépendante qui a « pour mandat d'informer, de formuler des analyses et des critiques sociales et d'offrir un espace ouvert pour débattre et favoriser le renforcement des mouvements sociaux d'origine populaire ». Cette revue est produite bénévolement. [Consultez-la en ligne.](#)



Affaires Universitaires : Ce magazine d'information destiné au milieu universitaire « présente des nouvelles de dernière heure, des commentaires controversés, des articles de fond sur les tendances universitaires, ainsi que des conseils et des outils pratiques pour progresser professionnellement ». [Consultez-le en ligne.](#)



Ensemble (presse coopérative et indépendante): Journal d'information indépendant, *Ensemble* se donne la mission d'améliorer l'accès des citoyens à l'information, particulièrement sur la coopération, les coopératives, la citoyenneté et la démocratie. [Consultez-le en ligne](#)



Le Monde Ouvrier : Le Monde ouvrier est un périodique produit par la FTQ. Il est la plus ancienne publication syndicale au Québec et au Canada. [Consultez-le en ligne](#)



Le Mouton Noir : Le Mouton NOIR est un journal d'opinion et d'information qui persiste et signe depuis près de 15 ans. Publié par Les Éditions du Berger blanc, il favorise la prise de parole citoyenne sur les enjeux de société de l'heure. [Consultez-le en ligne](#)



Presse-toi à gauche : Ce journal est écrit par des militant.e.s « désireux de faire vivre au jour le jour une agora et une tribune pour la gauche en marche du Québec ». [Consultez-le en ligne](#)



Unpointcinq : Sans but lucratif, ce média est dédié à l'action face aux changements climatiques au Québec et a pour mission de « produire et diffuser des contenus journalistiques attrayants destinés au grand public racontant les initiatives d'ici pour réduire les gaz à effet de serre (GES) ou pour s'adapter à la nouvelle réalité du climat ». [Consultez-le en ligne](#)

S'informer à la source

Voici les liens vers le site et/ou la plateforme électorale des partis actuellement représentés à la Chambre des communes.



Bloc Québécois

[site](#)
[plateforme](#)



**Parti Conservateur
du Canada**

[site](#)



**Parti Libéral
du Canada**

[site](#)



**Nouveau Parti Démocratique
du Canada**

[site](#)
[plateforme](#)



Parti Vert

[site](#)
[plateforme](#)